



CHAPITRE 131

Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sept-Iles, dans le comté de Saguenay

[Sanctionnée le 17 décembre 1953]

Préambule.

ATTENDU que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sept-Iles, dans le comté de Saguenay, ont, par leur pétition, représenté que leurs revenus sont insuffisants pour rencontrer les exigences de leurs écoles et qu'il est devenu nécessaire de les augmenter;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxe autorisée.

1. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sept-Iles, dans le comté de Saguenay, peuvent, par résolution, imposer et prélever, à compter du 1er janvier 1954 inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale de un pour cent, dite taxe d'éducation, de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements), sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone vendus ou achetés dans les limites actuelles de la municipalité scolaire de Sept-Iles, dans le comté de Saguenay.

CHAPTER 131

An Act respecting The school commissioners for the municipality of Sept-Iles, in the county of Saguenay

[Assented to, the 17th of December, 1953]

Preamble.

WHEREAS The school commissioners for the municipality of Sept-Iles, in the county of Saguenay, have, by their petition, represented that their revenues are insufficient to meet the requirements of their schools and that it has become necessary to increase them;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Tax authorized.

1. The school commissioners for the municipality of Sept-Iles, in the county of Saguenay, may, by resolution, impose and levy, from the first of January, 1954, inclusively, in addition to any other tax, a special tax of one per cent, called education tax, of the same nature and with the same provisions as enacted by the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments), on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service sold or purchased within the present limits of the school municipality of Sept-Iles, in the county of Saguenay.

Prélèvement, etc.

2. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu de l'article 4 dudit chapitre 88 des Statuts refondus de 1941 et ses amendements.

2. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions as the tax levied under section 4 of the said chapter 88 of the Revised Statutes of 1941 and its amendments. Levy, etc.

Conventions autorisées.

3. Les commissaires d'écoles sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

3. The school commissioners are authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act. Agreements authorized.]

Stipulations.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements).

Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the school commissioners shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments). Stipulations.

Droits.

Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits des commissaires d'écoles concernant la perception de la taxe d'éducation et les poursuites pour infraction à la présente loi.

Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the school commissioners respecting the collection of the education tax and actions for infringement of this act. Rights.

Dispositions applicables.

4. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail) est déclaré applicable à la taxe d'éducation imposée par les commissaires d'écoles en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

4. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax) is declared applicable to the education tax imposed by the school commissioners under this act, *mutatis mutandis*. Provisions to apply.

Partage du revenu.

5. Le revenu annuel provenant de ladite taxe sera partagé entre Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sept-Iles et les commissions scolaires ou bureaux de syndicis protestants, au prorata du nombre d'enfants âgés de cinq à seize ans de chacune des dénominations religieuses, catholiques romaines et protestantes résidant dans le territoire commun respectif à chacune d'elles et fréquentant une desdites écoles.

5. The annual revenue from the said tax shall be shared between The school commissioners for the municipality of Sept-Iles and the Protestant school boards or boards of trustees, proportionately to the number of children from five to sixteen years of age of each of the Roman Catholic and Protestant religious denominations residing in the territory common to each of them respectively and attending one of such schools. Share of revenue.

Entrée en vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.